

**Aurore LALUCQ, Chair,
Committee on Economic
and Monetary Affairs ©
European Union (2024) -
European Parliament**



Aurore Lalucq, Chair, Committee on Economic and Monetary Affairs © European Union (2024) - European Parliament

EUROPE - LE SCANDALE DE TROP - ACTE 1 : (TOTALE) INDEPENDANCE DE LA BCE LES STATISTIQUES (OFFICIELLES ET CACHEES) D'UN DESASTRE

<https://www.europarl.europa.eu/news/fr/press-room/20260205ipr33621/les-deputes-soulignent-l-importance-de-l-independance-des-banques-centrales>

<https://www.europarl.europa.eu/news/en/press-room/20260205IPR33621/meps-stress-importance-of-independent-central-banks-in-times-of-tension>

VERSION OFFICIELLE

A. INDEPENDANCE DE LA BCE (TRAITE DE MAASTRICHT ET SUIVANTS)

«L'indépendance politique de la BCE est essentielle à la réalisation de son objectif principal de maintien de la stabilité des prix.

C'est un élément fondamental du système monétaire de la zone euro.

Pourquoi une banque centrale doit-elle être indépendante ?

Les banques centrales n'ont pas toujours été indépendantes mais, avec le temps, la politique monétaire a été soustraite à toute influence politique directe.

De nombreuses données empiriques et analyses théoriques ont montré que des banques centrales indépendantes peuvent mieux maintenir des taux d'inflation bas.

En agissant comme gardiens de la stabilité des prix, les banques centrales créent les fondements d'une économie saine et stable.

Si les gouvernements exerçaient un contrôle direct sur les banques centrales, les dirigeants politiques pourraient être tentés de modifier les taux d'intérêt à leur avantage afin de favoriser la croissance économique à court terme ou d'utiliser la monnaie de banque centrale pour financer des mesures populaires, ce qui serait très préjudiciable à l'économie sur le long terme.

La BCE a été établie en tant qu'institution indépendante précisément pour garantir qu'elle agisse au mieux des intérêts des citoyens européens.

Aux termes du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, la BCE a une mission claire et limitée : le maintien de la stabilité des prix dans la zone euro.

Elle peut ainsi mettre en œuvre une politique monétaire favorable à la croissance économique et à la création d'emplois en Europe.

Quels sont les principaux piliers de l'indépendance de la BCE ?

Le cadre institutionnel de la politique monétaire unique protège la BCE de tout type d'influence politique. L'indépendance de la BCE s'appuie sur cinq piliers principaux inscrits dans les statuts du Système européen de banques centrales et le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

1-Indépendance institutionnelle

Le traité stipule que la BCE ne doit pas solliciter ou accepter des instructions venant d'une institution, d'un gouvernement ou d'un autre organisme de l'Union.

De même, les gouvernements des États membres et les autres institutions de l'Union européenne ne sont pas autorisés à influencer les organes de décision de la BCE.

2-Indépendance personnelle

Les statuts protègent l'indépendance personnelle des membres du Directoire de la BCE. Ceux-ci sont nommés pour un mandat non renouvelable de huit ans et ne peuvent être relevés de leurs fonctions qu'en cas de faute grave, ce qui leur permet de prendre des décisions responsables et objectives.

3-Indépendance fonctionnelle et opérationnelle

Ses statuts confèrent à la BCE l'ensemble des compétences nécessaires pour réaliser son objectif principal de stabilité des prix. À cet effet, l'Eurosystème exerce seul la compétence de la politique monétaire dans la zone euro.

Par ailleurs, la BCE a l'interdiction d'accorder des prêts directement au secteur public et est ainsi préservée des pressions venant des autorités publiques.

4-Indépendance financière et organisationnelle

Afin de limiter davantage encore les influences extérieures sur l'Eurosystème, la BCE et les banques centrales nationales disposent de leurs propres ressources financières et revenus.

Les statuts permettent à la BCE d'organiser sa structure interne comme elle l'entend.

Cette autonomie donne à l'Eurosystème la possibilité d'effectuer toutes les tâches qui lui sont confiées.

5-Indépendance juridique

Enfin, la BCE est dotée de sa propre personnalité juridique et peut ainsi former des recours devant la Cour de justice de l'Union européenne pour faire valoir son indépendance, si nécessaire ».

Comment la BCE remplit-elle son obligation de rendre compte ?

« L'obligation de rendre compte est le pendant nécessaire de l'indépendance des banques centrales.

La BCE explique donc ses décisions et les raisonnements qui y ont mené aux citoyens de l'Union européenne et à leurs représentants élus.

Chaque trimestre, le président de la BCE prend notamment part à une audition devant la commission des affaires économiques et monétaires du Parlement européen.

Les membres du Parlement européen peuvent également adresser des questions écrites à la BCE.

Comment la BCE doit-elle rendre compte de ses actions ?

Globalement, les cinq piliers de l'indépendance de la BCE lui permettent de conduire la politique monétaire de manière autonome et efficace.

Dans le même temps, un cadre complet assure la responsabilité démocratique de la BCE.

Elle peut ainsi poursuivre son objectif principal de maintien de la stabilité des prix et agir dans l'intérêt des citoyens de la zone euro et de l'économie européenne ».

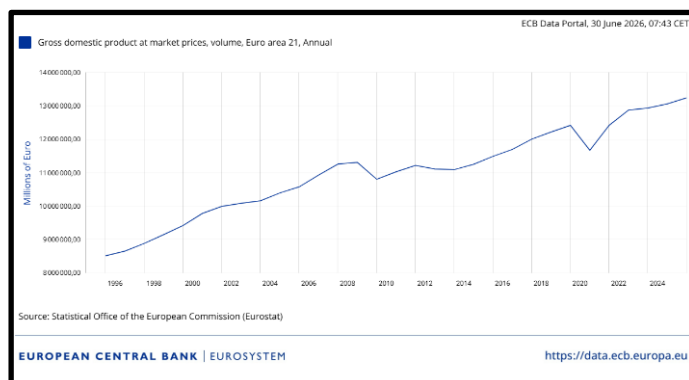
B. BCE : STATISTIQUES « REMARQUABLES » DE LA BONNE GESTION

1. PNB COURANT 1995 - 2025

Nous avons déjà présenté nos analyses et commentaires sur la construction de l'indice des prix de consommation harmonisé (IPCH) et nous savons que les bases de cet indice ont été changées plus de sept fois depuis 1995.

Avant de trouver la parade à ces manipulations récurrentes tous les cinq à dix ans, voici les PNB officiels : PNB COURANTS 1995 – 2025 DE LA ZONE EURO-21, publiés par BCE-EUROSTAT.

Graphique-1-PNB COURANT de 1995 à 2025 ZONE EURO-21 (VERSION OFFICIELLE)



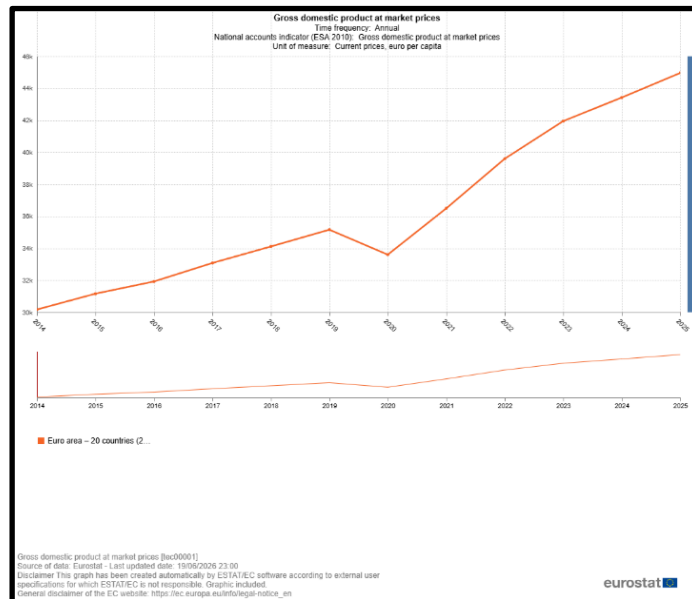
En résumé, le PNB courant est passé de 8.518 Md€ en 1995 à 13.251 Md€ en 2025.

Le taux de croissance, calculé selon la méthode itérative du **Taux de Rentabilité Interne = +1,45%**.

Par ailleurs, le PNB en parité de pouvoir d'achat (PPA) est construit pour refléter la croissance par habitant : c'est donc un paramètre intéressant... **à condition qu'il soit construit de façon honnête.**

Première manipulation : le Graphique-2-démarre seulement en 2014, après le nettoyage des comptes bancaires par Mario DRAGHI avec sa formule du 26 juillet 2012 : « *Whatever it takes* ».

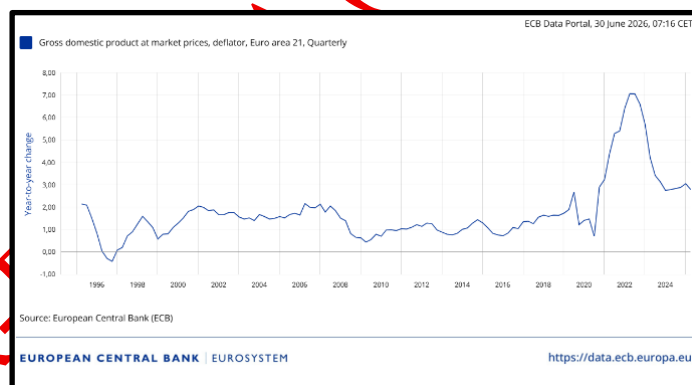
Graphique-2-PNB COURANT PAR TÊTE de 2014 à 2025 ZONE EURO-21 (en milliers d'euros)



Ce graphique montre un décollage spectaculaire depuis 2020.

Tout le monde devrait s'en réjouir.

Graphique-3-PNB COURANT EURO-21 de 1995 à 2025 (Taux de Croissance annuelle en %)



Voici donc « la preuve irréfutable » que la BCE remplit parfaitement son objectif de « contrôle de l'inflation » : à part cette « fâcheuse » corona-crise, elle a toujours maintenu l'inflation en-dessous des 2% fatidiques.

C'est ce que montre, de trimestre en trimestre l'évolution du PNB annualisé.

Par exemple :

$$(\text{PNB QIII-2015}) : (\text{PNB QIII-2014})$$

$$= \pm 1,02$$

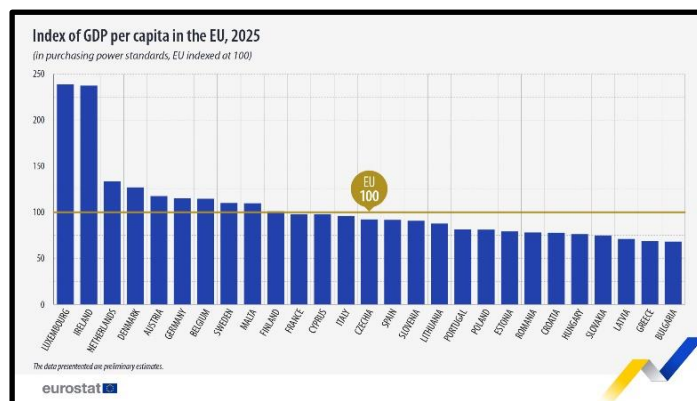
$$\text{ou Inflation annualisée} = \pm 2\%$$

2. PNB COURANT - PAR TÊTE (STATISTIQUES TRONQUEES)

Malheureusement, la croissance du PNB calculée en Parité de Pouvoir Achat (PPA) cache des réalités bien plus brutales quand on regarde ce graphique des PNB par tête avec UE = 100.

Ce sont les paradis fiscaux qui étaient en 2025 les grands vainqueurs de cette croissance : Luxembourg, Irlande et les Pays-Bas plus l'Allemagne et la Belgique, autres pays très complaisants pour les grandes fortunes ...

Graphique-4-PNB COURANT PAR TÊTE en 2025- Comparaison de PAYS par rapport à l'EU27



Nous sommes typiquement au cœur du débat...

Si le PNB de l'UE-27 est pris comme référence (UE=100), on constate que NEUF pays de l'UE ont enregistré des PNB par tête supérieurs à cette référence : Luxembourg, Irlande, Pays-Bas, Danemark, Autriche, Allemagne, Belgique, Suède et Malte, soit SEPT PAYS EURO et DEUX PAYS NON-EURO.

Par contre, les paradis fiscaux, fréquentés par les banquiers, les assureurs, les fonds de pension, les fonds d'investissement, les multinationales et les nombreuses holdings familiales, enregistrent bien sûr des « créations de richesses par tête » (PNB per capita)... qui sont « spectaculaires ».

- Près de 2,4 fois le PNB de l'UE pour le Luxembourg et l'Irlande.
- Entre 1,1 et 1,3 fois pour les sept autres.
- Petite surprise ? La France arrive en 11^e position, quasiment dans la moyenne de l'UE.

En clair, que cachent ces chiffres de PNB par tête ?

Pour le Luxembourg et l'Irlande, les PNB affichés sont des **ENRICHISSEMENTS SANS CAUSE**, échappant à la fiscalité des états-membres.

Ce sont donc des gains hautement condamnables.

C'est donc « un vol institutionnel » pour traduire ces faits en termes clairs.

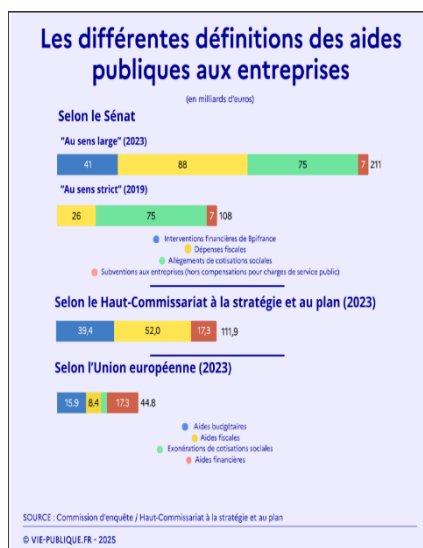
Pour la France (et autres), « la politique de l'offre » généralisée depuis toujours dans un « système libéral » multimillénaire consiste à « offrir » toutes sortes de subventions et de passe-droits aux « grandes entreprises nationales ».

Voici un résumé des différentes importantes) attribuées en France

Compte tenu des « optimisations les « grandes entreprises françaises » Capita reste inchangé quelque soit la

Même remarque pour les « belles

- Au sens strict, elles auraient euros en 2023.
- Au sens large, selon le publiques auraient été de 2023 : elles comprennent en cotisations sociales, des locales et des subventions
- Selon le Haut Commissariat Plan, elles auraient été de
- Enfin, selon l'Union Européenne, elles auraient été de seulement 44,8 Md€ parce qu'elles ne retiennent que les aides budgétaires, les aides fiscales et les aides financières.



estimations de ces aides (très en 2023.

fiscales » et des « Cadeaux du Ciel », « rafflent la mise » mais le PNB per répartition.

performances » des neuf pays cités.

été de 108 milliards

Sénat, les aides 211 milliards euros en plus à des réductions de aides des collectivités européennes.

à la Stratégie et au 119,9 milliards euros.

LA (VRAIE) VERSION EXPLOSIVE

A. MISSION OFFICIELLE DE LA BCE ? UNE TOTALE REUSSITE...

Depuis 1995, les statistiques (fournies par la BCE) « prouvent » ce total succès.

1. SANS AUCUNE MODIFICATION : DE « SERIEUSES RESERVES » S'IMPOSENT.

Première observation : nous avons dû démarrer cette analyse à partir de (seulement) 1998, tout simplement parce que la BCE n'a publié aucun chiffre de l'endettement gouvernemental avant cette année-là.

La première réserve concerne l'endettement des gouvernements qui a accompagné cette « belle » croissance de 1998 à 2025 : cette présentation nécessite des explications conceptuelles.

Prenons l'exemple fictif de deux ménages (unité officielle utilisée dans toutes les statistiques) :

- Le premier ménage gagne en net 24.000 euros annuels et dépense 24.000 euros par an, sans AUCUN ENDETTEMENT DE CONSOMMATION.
- Le deuxième ménage gagne également 24.000 euros annuels mais dépense 36.000 euros par an en biens de consommation.
- Les deux ménages sont propriétaires de leur habitation principale d'une valeur de 240.000 euros sans AUCUNE DETTE HYPOTHECAIRE au départ.

Tout le monde comprend facilement que le premier ménage gardera un PATRIMOINE INTACT malgré une consommation – sans épargne – pendant plus de 20 ans (notre horizon « euro »).

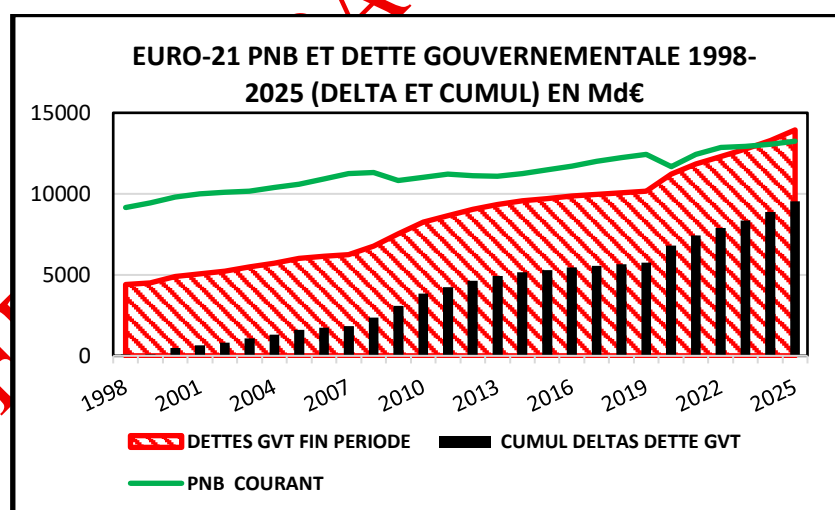
Le patrimoine du second ménage va être doublement impacté par une surconsommation générale et par le paiement inévitable de frais financiers : il va donc subir à la fois une réduction de son pouvoir d'achat (et de sa consommation de biens réels) et une réduction de son patrimoine immobilier (dans notre hypothèse).

Le second ménage va donc se retrouver avec un PATRIMOINE NUL au bout de vingt ans :

Patrimoine départ – surconsommation annuelle pendant 20 ans

$$\text{Patrimoine final} = 240.000\text{€} - (20 \times 12.000) = 0$$

Graphique-6-PNB COURANT EURO-21 de 1998 à 2025 (en millions d'euros)



CE SIXIEME GRAPHIQUE EST DESESPERANT.

Le Graphique-6- reprend les PNB COURANTS et montre la progression de cette dette chaque année (colonnes noires), puis leurs cumuls à fin d'année (aire empilée).

Il montre donc que la croissance annuelle a été régulièrement « engloutie » par l'endettement.

Dans ce cas, cela signifie que, même si chaque ménage se comporte en « homo oeconomicus » avisé et donc garde son patrimoine personnel intact, c'est son « Etat » qui a perdu tout son PATRIMOINE CORPOREL ET INCORPOREL.

En clair, les Etats-Membres de la Zone Euro ont perdu une grande partie de leur PATRIMOINE CORPOREL (Biens Publics privatisés) et de leur PATRIMOINE INCORPOREL.

Ce concept de Biens Publics « Incorporels » est bien sûr « sournois » et totalement incompris.

L'Etat est « obligé » de réaliser des coupes sombres dans tous les budgets de la Nation.

- Sauf dans la Police et la surveillance des lieux publics (caméras de surveillance) qui a pour mission de contenir les incivilités croissantes, les revendications et bien sûr les révoltes ;
- Sauf pour les Services Fiscaux Grand Public, chargés de « faire rentrer » de plus en plus de recettes fiscales, ce qui bien sûr ne « touche » pas les multinationales et les grandes fortunes délocalisées dans les paradis fiscaux.

La critique est donc « facile » : cette situation est due à la mauvaise gestion des « politiques ».

Sauf que une telle situation supposerait que TOUS les « politiques », dans tous les pays de la Zone Euro, depuis plus de trente ans, aient manqué de clairvoyance, de probité et compétence.

Il peut donc y avoir une autre façon d'interpréter pareil constat.

C'est le travail présenté dans mes derniers livres... qui renverse la table de ce « merveilleux » consensus.

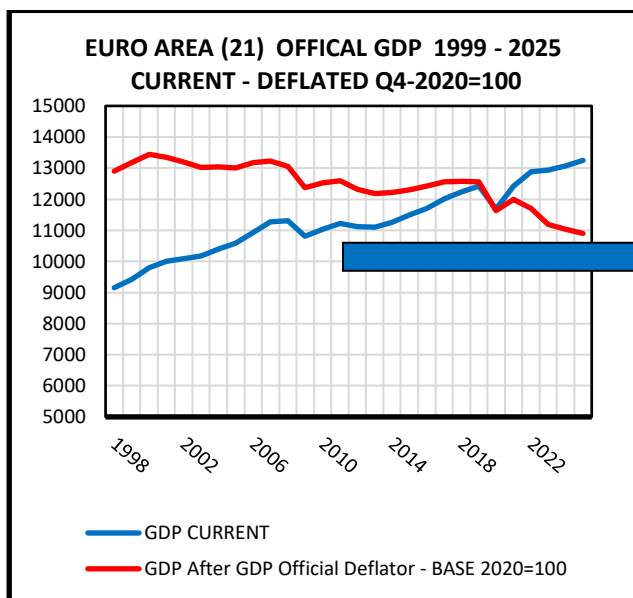
2. MANIPULATION DES CHIFFRES : PLUSIEURS MANIPULATIONS UTILISEES

La représentation de données sous la forme d'indices consiste à choisir un chiffre dans une série, et de le définir comme une « base ».

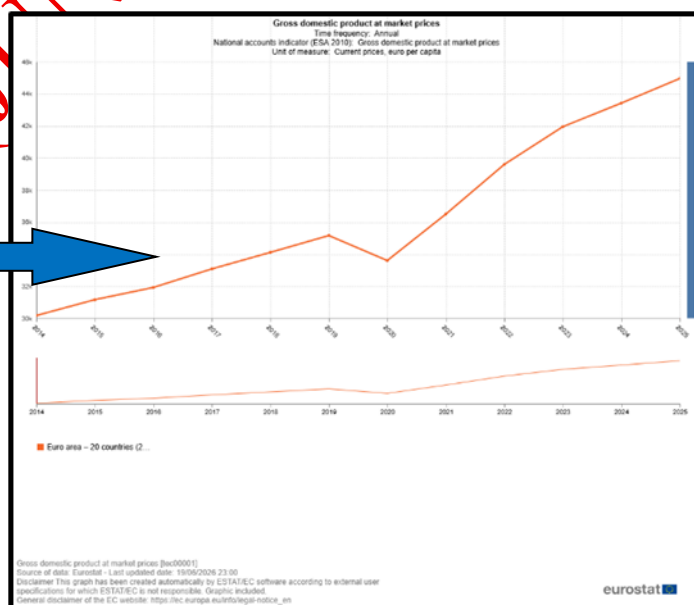
Cette représentation peut donc donner lieu des graphiques très différents même si, au départ, les chiffres sont identiques : par exemple le PNB du Graphique-1- a donné officiellement le Graphique-7.

Par contre, le choix de la date de départ permet d'afficher des « chiffres réels » beaucoup plus « encourageants » : voir le Graphique-3- avec des données réelles identiques concernant le PNB Courant en valeurs brutes.

Graphique-7-DEFLATEUR OFFICIEL DES PNB – BASE 2020



Graphique-3-LES MEMES CHIFFRES PNB COURANTS- MAIS AVEC UNE DATE DEPART 2014 AU LIEU DE 1998

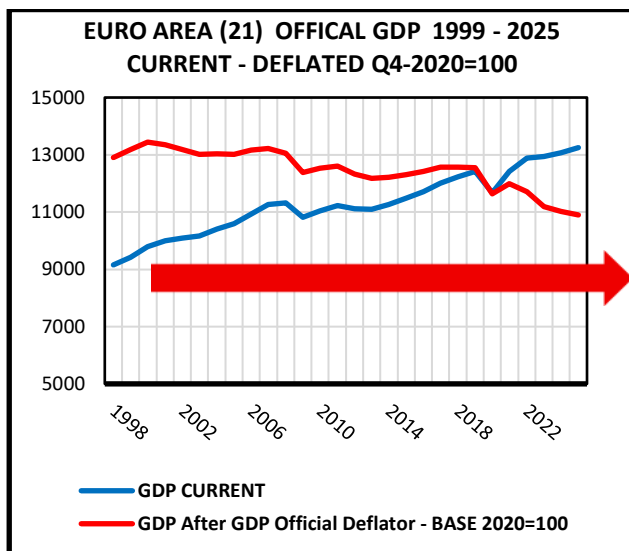


Une autre présentation « honnête » consiste à utiliser les mêmes données du PNB A PRIX CONSTANTS en les représentant en **BASE 1998 = 100**.

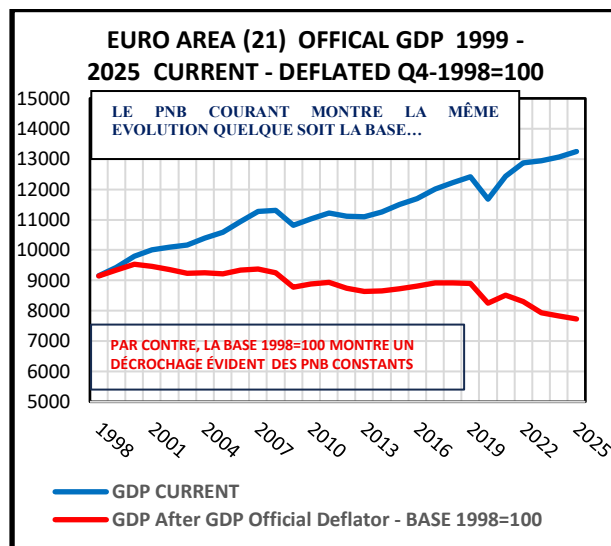
C'est ce que nous allons présenter :

- A Gauche, la version officielle du Graphique-7
- A Droite, la version officieuse (calculée par nos soins) du Graphique-8.

**Graphique-7-DEFLATEUR OFFICIEL DES PNB-
BASE 2020 = 100**



**Graphique-8-DEFLATEUR OFFICIEUX DES
PNB- BASE 1998 = 100**



CONCLUSIONS : INCOMPÉTENCE OU AFFAIRMISME?

Madame Aurore LALUCQ, Présidente de la Commission des Affaires Économiques et Monétaires, est avant tout une économiste diplômée de Paris Dauphine et de l'Université Paris-I-Panthéon-Sorbonne, et donc elle était en mesure de faire ce genre d'analyses démontrant le désastre du Traité de Maastricht (renforcé par tous les traités qui ont suivi : non, il ne fallait surtout pas confirmer « l'indépendance totale de la BCE »).

De plus, cette dame était partie sur une trajectoire « alternative » en soutenant le réformateur Benoît HAMON et son parti de gauche Génération(s), puis en s'associant à des personnalités « très à gauche » comme **James Kenneth Galbraith**, **soutien de Bernie SANDERS**, et comme **Yánis VAROUFAKIS**, député grec du parti SYRIZA.

Et puis, ce revirement de cap vers le parti Place publique de Raphaël GLUCKSMANN, un « parti de gauche » sans âme et sans projet clair, pressenti comme un futur candidat présidentiel « socialiste ».

Par ailleurs, compte tenu de tout ce que nous venons de constater et de démontrer, il est quand même surprenant que Madame Aurore LALUCQ ait proposé à toute cette instance de l'ECON de reconduire « la totale indépendance de la BCE (et de tout le SEBC) » sans même proposer des analyses aussi « faciles à réaliser » (mais que personne d'autre n'a proposée avant cet article FAKE NEWS).

Nous devons donc revoir les Traités de Maastricht et tous les autres traités dans les plus brefs délais car la gestion de nos monnaies et de « notre Europe » est calamiteuse.



<https://www.amazon.fr/dp/B0G25QL6J5>

English

Finally! My research (for 30 years) has led to the long-awaited answers: Why should we fight neo-liberalism? How to fight it?

Type here (for the AMAZON KDP Link)

Italiano

Finalmente! Le mie ricerche (negli ultimi 30 anni) hanno portato alle risposte tanto attese: perché dovremmo combattere il neoliberalismo? Come combattere?

Digitare qui (per il collegamento AMAZON KDP)

English

Schließlich! Meine Forschung (seit 30 Jahren) hat zu den lang erwarteten Antworten geführt: Warum muss man den Neoliberalismus bekämpfen? Wie bekämpft man ihn?

Italiano

¡Por último! Mis investigaciones (desde hace 30 años) han dado lugar a las respuestas tan esperadas: ¿Por qué hay que combatir el neoliberalismo? ¿Cómo combatirlo?

ALTER-EUROPA